



Département des Landes

Commune de ROQUEFORT

N° 64-24

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

ARRÊTÉ DE MISE EN SECURITE – PROCEDURE URGENTE

**(Risques présentés par les murs, bâtiments ou édifices n'offrant pas les garanties de solidité nécessaires au maintien de la sécurité des occupants et des tiers)**

Le Maire de ROQUEFORT 40120,

**VU** le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L 511-19 à L 511-22, L.521-1 à L.521-4 et les articles R.511-1 à R.511-13 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2131-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1 ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

**VU** les échanges de mails entre le bureau d'études structures ABEC Ingénierie (M. Rémi Loche) et le cabinet d'architecture représenté par M. Adrien Pardies en charge du projet,

**VU** la visite effectuée sur place le 19 Avril 2024 par MM. Loche et Pallas, qui a mis en évidence un danger imminent manifeste, concluant à l'urgence de la situation et à la nécessité d'appliquer la procédure prévue à l'article L. 511-19 du code de la construction et de l'habitation ;

**CONSIDERANT** qu'il ressort des échanges susvisés que des signes inquiétants de déformations viennent s'ajouter à une zone de plancher déjà écroulée ;

**CONSIDERANT** que cette situation compromet la sécurité des occupants et des tiers avec un risque d'aggravation par l'affaissement d'autres planchers ;

**CONSIDERANT** que cet immeuble est fréquemment visité par des personnes non autorisées,

**CONSIDERANT** qu'il ressort de ce rapport qu'il y a lieu d'ordonner les mesures indispensables pour faire cesser ce danger imminent ;

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, le bâtiment repéré, sans occupant aujourd'hui, devra être interdit à toute occupation ultérieure de quelque nature qu'elle soit, jusqu'à la démolition dudit bâtiment.  
Sur les bâtiments repérés ci-après :



**ARTICLE 2 :** Le propriétaire du bâtiment devra prendre ses dispositions et par tous les moyens nécessaires, afin d'empêcher l'intrusion de personnes extérieures dans le bâtiment concerné.

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera affiché sur la façade de l'immeuble ainsi qu'en mairie où est situé l'immeuble, ce qui vaudra notification, dans les conditions prévues aux articles L. 511-12 et R. 511-3 du code de la construction et de l'habitation.

**ARTICLE 5** : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 6** : MM. le Maire de la commune de Roquefort, Madame la Directrice de l'EHPAD - Résidence des Landes, le Commandant le Groupement de Gendarmerie des Landes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Roquefort, le

12 JUIN 2024

Le Maire,

F. HUBERT



*Document certifié exécutoire à compter du:* 12 JUIN 2024

*Publié sur le site internet le:*

12 JUIN 2024

Le Maire

F. HUBERT



Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la commune ci-dessus désignée.